

Comité ministériel canado-japonais

COMMUNIQUÉ CONJOINT DE LA QUATRIÈME RÉUNION

La quatrième réunion du Comité ministériel canado-japonais a eu lieu à l'Édifice de l'Ouest du Parlement, à Ottawa, les 5 et 6 octobre 1966.

Le Japon était représenté à la réunion par M. Etsusaburo Shiina, ministre des Affaires étrangères, M. Takeo Fukuda, ministre des Finances, M. Raizo Matsuno, ministre de l'Agriculture et des Forêts, M. Takeo Miki, ministre du Commerce international et de l'Industrie, M. Aiichiro Fujiyama, directeur général de l'Agence de planification économique, et M. Osamu Itagaki, ambassadeur du Japon au Canada.

Le Canada était représenté par M. Paul Martin, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Robert H. Winters, ministre du Commerce, M. Mitchell Sharp, ministre des Finances, M. Hédard Robichaud, ministre des Pêcheries, M. C. M. Drury, ministre de l'Industrie, M. Jean Marchand, ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, M. John J. Greene, ministre de l'Agriculture, et M. Herbert O. Moran, ambassadeur du Canada au Japon.

Le Comité s'est consacré à l'étude des relations commerciales, économiques et autres entre le Canada et le Japon ainsi qu'à leurs relations de voisins transpacifiques et de membres de la Communauté internationale.

Revue de la situation internationale

Le Comité a fait un utile tour d'horizon de la situation internationale en particulier des développements récents en Asie. Les ministres se sont félicités des dispositions que prennent les pays de l'Asie pour assurer la paix et la stabilité de leur région sur une base d'amitié et de réconciliation mutuelles.

Les ministres se sont entretenus au sujet du cours des événements au Vietnam. Ils sont convaincus que le recours aux négociations constitue la seule manière possible de résoudre les questions en jeu dans ce conflit. Ils ont pris note des propositions qui ont été présentées en vue d'un accommodement des intérêts des parties au conflit. Ils ont aussi passé en revue les efforts déployés par le Japon et le Canada afin de voir s'il est possible de réduire suffisamment les oppositions entre les parties pour que des négociations deviennent possibles. Ils ont exprimé leur ferme volonté de poursuivre ces efforts, inspirés par leur vive préoccupation au sujet des conséquences éventuelles du conflit sur la paix et la sécurité internationales et en particulier sur l'avenir de l'Asie.

Les ministres ont convenu que toute solution du conflit vietnamien et des problèmes plus généraux de la paix et de la prospérité en Asie devra, pour être durable, comporter une contribution positive de la Chine communiste. Ils ont exprimé l'espoir que, pour sa part, la Chine communiste acceptera les avançages et assumera les responsabilités de la coopération internationale. Ils ont aussi